



Evaluation externe du projet du projet STDF/PG/593 au Cameroun



Rapport d'évaluation

Octobre 2022

Contact People Power Inclusion (PPI)

Mme Audrey NEGUI

Directrice générale

102C Rue Amelot, 75011 Paris / France

audrey.negui@ppi-groupesos.org

Tél : + 221 33 825 20 00

Mr. Valentin GNAMIEN

Directeur régional Afrique de l'Ouest et Centrale

POINT E - Rue de Thiès X Rue de Kolda, BP 16970 Dakar Fann /
Sénégal

valentin.gnamien@ppi-groupesos.org

Tél : 221 77 133 55 74

Mr. Bara NDAW

Directeur des opérations Afrique de l'Ouest et Centrale

POINT E - Rue de Thiès X Rue de Kolda, BP 16970 Dakar Fann /
Sénégal

bara.ndaw@ppi-groupesos.org

Tél : 221 77 650 09 17

Table des matières

I. Résumé analytique	4
II. Introduction	7
II.1. Contexte du projet	7
II.2. Objectifs et résultats du projet	8
III. Méthodologie de l'étude	9
IV. Constatations et analyse	11
IV.1. La pertinence.....	11
IV.2. La cohérence	12
IV.3. L'efficacité	13
IV.4. L'efficience	16
IV.5. La durabilité.....	17
IV.6. L'impact.....	17
IV.7 Les questions transversales.....	18
IV.8. La gestion des risques,	18
V. Conclusions et recommandations	18
V.1. Conclusion	18
V.2. Recommandations	19
VI. Annexes	20
VI.1. Annexe 1 : liste des personnes rencontrées	20
VI.2. Annexe 2 : Guide d'entretien	21

I. Résumé analytique

L'objectif de développement du Projet STDF/PPG/593 correspondait aux priorités du gouvernement camerounais et du STDF. Le Projet, à la fin de son mandat, devrait contribuer à améliorer la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja en vue de faciliter son accès aux marchés et réduire le niveau de pauvreté des acteurs de ladite filière. Il vise particulièrement à conformer le poivre de Penja aux exigences internationales des marchés en matière SPS sans altérer sa qualité traditionnelle. Le poivre de Penja est une source majeure d'emplois ruraux puisque la quasi-totalité est produite par des petits exploitants pauvres disposant de terres de moins de trois hectares.

L'évaluation finale du projet a pour but de présenter une analyse globale des actions entreprises et des stratégies menées dans le cadre du projet. Cette évaluation a été conduite pendant la période allant du 27 août au 23 septembre à 2022, avec un maximum de 28 jours travaillés sur la base d'une analyse documentaire et d'une mission de visite des sites. Elle a suivi la méthode décrite par les directives décrites dans les TDR pour la réalisation de l'évaluation finale du projet. Les conclusions et résultats préliminaires ont été partagés au cours d'une réunion de restitution à Penja, le 16 septembre 2022 avec les parties prenantes du projet au niveau local. La performance du projet est évaluée en considérant les critères d'appréciation ci-dessous :

Cohérence : Le schéma organisationnel mis en place pour le pilotage et l'exécution du projet est bien adapté au contexte local du Projet. Les moyens mis en œuvre pour l'atteinte des résultats escomptés ont été compatibles avec les activités mises en œuvre par le projet. Le projet est cohérent avec la vision de développement et la stratégie du STDF. Des échanges réguliers ont eu avec d'autres projets intervenant dans la thématique en vue de créer des synergies.

Pertinence : Le projet est très pertinent dans sa conception et dans sa mise en œuvre. Elle est d'actualité et répond à des attentes fortes de l'ensemble des parties prenantes. Le projet a été bien pensé en parfait accord entre les parties prenantes (IGPP) et les autorités camerounaises (CCIMA, MINADER, MINCOMMERCE) qui ont adopté une démarche participative dans l'identification des priorités du projet. Les axes d'intervention retenues sont importants et répondent effectivement à des besoins urgents.

Efficacité : le projet a contribué au renforcement des capacités opérationnelles, humaines et techniques des acteurs sur l'amélioration de la qualité et de la sécurité du poivre de Penja. Le projet a contribué à mieux comprendre les risques sanitaires et phytosanitaires, les bonnes pratiques et les exigences d'accès aux marchés pour améliorer les bonnes pratiques en matière de production, de conditionnement et de distribution du poivre. L'évaluation a permis de noter que la quasi-totalité des résultats attendus ont été atteints. Toutefois des efforts devront être mis pour renforcer le suivi, la sensibilisation et assurer la promotion du produit.

Efficience : Par rapport à la situation de référence définie, les moyens financiers, matériels et humains mobilisés, ont été disponibles et suffisants pour réaliser les activités dans les délais et atteindre les résultats fixés à des coûts raisonnables et sans gaspillage. Les mécanismes mis en place ont permis à l'équipe de coordination du projet de s'investir pour réaliser les activités prévues. Au total, il apparaît clairement que pour la plupart des éléments d'efficience analysés, le projet est tributaire d'une bonne efficience. Aussi peut-on en conclure que l'efficience globale du projet est satisfaisante.

Impact : Pour un projet d'une durée de 3 ans et dont l'évaluation finale a été conduite juste à la fin du projet, il paraît trop tôt de parler des impacts du projet. Cependant quelques effets immédiats sont notés au moment de l'évaluation, notamment en termes de création d'emplois mais ceux-ci ne sont pas encore bien documentés. Par ailleurs d'autres effets ont été constatés, comme le changement de

comportement opéré au niveau des acteurs avec l'utilisation des bonnes pratiques, l'augmentation du nombre de membres au niveau de l'IGP et l'intérêt de plus en plus des jeunes sur la filière poivre. Une étude d'impact est en cours pour mesurer les améliorations notées suite à la situation de référence établie au départ du projet

Durabilité : le renforcement des capacités des différents acteurs et les outils de qualité développés, la base d'experts formateurs mis en place et l'implication des administrations sectorielles (MINADER et MINCOMMERCE) permettent de penser à la préservation de nombreux acquis. En outre, le fort engagement des parties prenantes, et le mécanisme de coordination entre la multiplicité d'acteurs peuvent assurer cette durabilité. En prenant en compte ces facteurs clés, la mission d'évaluation juge la durabilité satisfaisante avec un bon suivi.

Leçons apprises et meilleures pratiques : à la fin de la mission, nous avons noté quelques leçons apprises de la mise en œuvre du projet STDF au Cameroun et qui pourraient servir pour d'autres phases du projet ou des projets similaires et se présentent ainsi qu'il suit :

1. La démarche participative dans la conception du projet en impliquant l'ensemble des parties prenantes et particulièrement les bénéficiaires directs du projet
2. La démarche participative dans la réalisation des activités, notamment les consultations avec les bénéficiaires pendant la préparation des formations et la tenue des COPIL
3. La proximité et le dialogue continu entre l'équipe de coordination du projet et les autorités administratives et les bénéficiaires
4. Le choix d'une équipe de coordination locale, ce qui a permis de faciliter le bon déroulement des activités compte tenu de leurs connaissances du terrain et d'instaurer une relation de confiance avec les acteurs à la base
5. Le choix d'une structure externe de mise en œuvre disposant d'une solide expérience dans le domaine
6. La synergie avec les acteurs de l'écosystème et les projets intervenant sur la même thématique

Recommandations : à la fin de la mission, le consultant recommande au vu des résultats satisfaisants obtenus de :

- Assurer le maintien du recyclage des formations et inciter les formateurs à démultiplier ce qui permet d'assurer la relève et de faire face au turnover du personnel
- Renforcer le contrôle sur les bonnes pratiques et le respect des cahiers des charges pour éviter les effets désagréables
- Renforcer la sensibilisation et la communication sur le poivre pour assurer une meilleure promotion
- Former et accompagner les acteurs sur les activités de négoce et de recherches de partenaires commerciaux.
- Renforcer les actions de plaidoiries au niveau du ministère de commerce pour renforcer le contrôle à l'entrée sur le poivre importé en vue de protéger le poivre de Penja
- Accélérer la mise en place de la coopérative au niveau de l'IGP pour assurer une autonomie financière de l'IGP
- Finaliser le modèle économique de l'IGP en cours pour se préparer au retrait ou l'absence des bailleurs
- Inciter les autorités, les bailleurs de fonds et les autres parties prenantes à s'inspirer des réalisations du projet qui peuvent servir de modèles répliquables pour d'autres projets similaires.

Bien que les résultats soient satisfaisants, la mission a noté d'autres éléments importants qu'il fallait en compte au moment de l'élaboration du projet, notamment :

- Prévoir dans le budget une partie dédiée au financement pour permettre aux producteurs de disposer du petit matériel pour les traitements phytosanitaires (fûts de blanchiment et de bassines, casseroles et récipients perforés en plastique pour l'égouttage, tabliers imperméables, passoires, masques de protection, blouses, gants...) et des intrants (engrais, matières organiques, produits phytosanitaires, insecticides, fongicides, nématicides et herbicides) pour faire pour faciliter la mise en application des bonnes pratiques
- Prendre en compte certains aspects environnementaux (gestion des déchets) du fait des nombreux déchets générés par l'activité de rouissage
- Prévoir un aspect sur la sécurité sociale compte tenu de l'impact du produit sur la santé des acteurs. L'absence de masques de protection entraîne des maladies comme la pneumonie, l'asthme...
- Prévoir une formation sur la gestion d'entreprise : calcul du cout de production, compte d'exploitation prévisionnel, états financiers
- Prévoir une formation sur l'éducation financière : Budget, **séparation du compte de l'activité et compte personnel**, importance de l'épargne, connaissance des services financiers, gestion de la dette.

II. Introduction

II.1. Contexte du projet

Lors de sa réunion du 20-21 mars 2017, le Groupe de Travail du Fonds pour l'Application des Normes et le Développement du Commerce (STDF) a approuvé un don pour l'élaboration de projet (DEP) destiné à assister le Cameroun dans l'élaboration d'une proposition de projet intitulée : "Amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja au Cameroun" (STDF/PPG/593). C'est ainsi que le Groupe de Travail a recommandé l'élaboration de Termes de Reference spécifiques afin de garantir l'engagement des autorités compétentes en matière de sécurité sanitaire des aliments dans la mise en œuvre du DEP (pour répondre efficacement aux défis SPS identifiés) et s'assurer que les résultats du DEP soient amplement diffusés pour qu'ils puissent être plus largement exploités.

La mise en œuvre de ce DEP est soutenue par le Groupement de l'Indication Géographique Poivre de Penja (GIGPP) ; Agro PME Fondation (AGROPME) ; la Chambre de Commerce d'Industrie des Mines et de l'Artisanat (CCIMA) ; le Délégué de l'Arrondissement du Njombe-Penja du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ; la Mutuelle pour la Promotion de l'Épargne et du Crédit d'Investissement (MUPECI) ; et le Sous-préfet de l'Arrondissement de Njombe Penja.

C'est ainsi qu'un consultant international a été recruté pour la mise en œuvre de ce DEP. Pour la conception il a été appuyé par un consultant national et a travaillé en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales impliquées dans le fonctionnement du système de sécurité sanitaire des aliments au Cameroun et le Groupement de l'Indication Géographique Poivre de Penja (GR.IGPP) en tant qu'organisation requérante dans la mise en œuvre de ce DEP.

L'objectif de développement global de ce projet est de produire et de commercialiser le poivre de Penja conforme à la salubrité alimentaire et aux normes SPS internationales. Cela comprendra (i) l'amélioration de la qualité du renforcement des capacités des acteurs de l'aire géographique en ce qui concerne les normes en matière SPS, (ii) la promotion et le partage des connaissances entre les groupes de parties prenantes participant au projet, et (iii) la sensibilisation des acteurs de l'aire géographique de l'indication géographique et au-delà des préoccupations de salubrité dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement (et comment y remédier).

La mise en œuvre de ce projet a été confiée à COLEACP pour l'expérience dans la mise en œuvre de programmes d'assistance technique en pays ACP avec notamment comme objectif l'amélioration de l'accès au marché via la mise en conformité du secteur avec les exigences SPS.

Le bénéficiaire principal du projet est le Groupement représentatif IGPP (Indication Géographique Poivre de Penja) qui est une association de droit camerounais qui œuvre à accompagner les acteurs de la filière, ainsi qu'à assurer la protection et le contrôle du label. Le Poivre de Penja bénéficie depuis 2013 d'une Indication Géographique Protégée (IGP). Ce label de qualité international vise à valoriser les produits agricoles qui ont des qualités spécifiques propres à un terroir ou à un savoir-faire local, aussi bien qu'à les protéger de la contrefaçon.

Le projet d'un budget global de 720 584 € est financé à hauteur de 68% environ par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF). Ce projet entre dans la catégorie PG (Project Grants) qui sont des fonds pouvant atteindre US\$ 1 000 000 disponibles pour les projets qui améliorent les capacités en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux, afin d'encourager le respect des prescriptions sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales. L'objectif de ces dons est de contribuer à résoudre des difficultés ou des problèmes particuliers dans le domaine SPS qui nuisent au commerce sur les marchés internationaux.

II.2. Objectifs et résultats du projet

Le projet vise à contribuer à l'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja en vue de faciliter son accès aux marchés et réduire le niveau de pauvreté des acteurs de ladite filière. Il vise particulièrement à conformer le poivre de Penja aux exigences internationales des marchés en matière SPS sans altérer sa qualité traditionnelle.

Le poivre de Penja est une source majeure d'emplois ruraux puisque la quasi-totalité est produite par des petits exploitants pauvres disposant de terres de moins de trois hectares. L'amélioration de la situation économique des poivriers de Penja est essentielle pour accélérer les progrès vers l'éradication de la pauvreté et des conditions de vie précaires.

La promotion des meilleures pratiques à tous les stades de la chaîne de valeur du poivre de Penja, de la production à l'exportation, se traduira par la production de poivres de bonne qualité conformes aux réglementations internationales.

Les résultats attendus dans le cadre de ce projet sont :

- Résultat 1 : Mieux comprendre les risques sanitaires et phytosanitaires, les bonnes pratiques et les exigences d'accès aux marchés
- Résultat 2 : Renforcer les capacités des parties prenantes du poivre de Penja au Cameroun sur l'amélioration de la qualité et de la sécurité du poivre de Penja
- Résultat 3 : Améliorer les capacités des installations à fournir un environnement approprié pour le développement et la mise en œuvre de bonnes pratiques
- Résultat 4 : Sensibiliser et promouvoir le dialogue public/privé à travers la création et la structuration d'une plate-forme d'échanges des parties prenantes

L'atteinte de ces résultats passe par la réalisation d'un certain nombre d'activités notamment l'identification des risques sanitaires et phytosanitaires, à tous les stades de production, de récolte et de conditionnement, et la définition des bonnes pratiques en lien avec les risques identifiés. Le renforcement des capacités des différents acteurs de la filière, afin qu'ils appliquent les bonnes pratiques à tous les stades de production, et l'amélioration des installations permettront de produire des poivres conformes aux exigences SPS et répondant aux demandes des clients. Les activités prévues sont :

Pour le produit 1 :

- A.1.1. : Analyser les différentes étapes de production du poivre et réaliser une analyse des risques
- A.1.2. : Rédiger et produire le guide sectoriel de bonnes pratiques
- A.1.3. : Produire le guide sectoriel de bonnes pratiques en français et en anglais
- A.1.4. : Développer du matériel technique et pédagogique adaptés aux publics cibles

Pour le produit 2 :

- A.2.1. : Assistance technique pour la création et animation d'une base des données géolocalisation des principaux acteurs
- A.2.2. : Formation des facilitateurs pour la mise en œuvre des actions à développer
- A.2.3. : Formation des producteurs des pépiniéristes (02 sessions X 3 jours)
- A.2.4. : Formation des producteurs et des agro-commerçants sur l'utilisation des intrants et pesticides (18 sessions de formations)
- A.2.5. : Formation des distributeurs et des employés du Centre d'agrégation et de conditionnement du poivre - (Six sessions de formations)
- A.2.6. : Organisation de deux sessions de formation des acteurs du commerce extérieur aux frontières

- A.2.7. : Évaluation des actions de formation pour améliorer la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre

Pour le produit 3 :

- A.3.1. : Acquisition du matériel de contrôle qualité et d'inspection du poivre
- A.3.2. : Acquisition du matériel et construction d'une serre de protection de l'aire de séchage pour la station de BOUBA I

Pour le produit 4 :

- A.4.1. : Organisation des réunions d'information et de sensibilisation des parties prenantes (6 réunions)
- A.4.1. : Production des supports d'information et de communications sur les Bonnes Pratiques

Pour le produit 5 :

- A.5.1. : Création et animation des structures de coordination, gestion, suivi et évaluation de la mise en œuvre du projet
- A.5.2. : Organisation d'un atelier de lancement des activités de mise en œuvre

Le projet est pour une durée de 3 ans avec budget global de 720 846€. Le bailleur principal (STDF) apporte une contribution de 494 876€ soit 68,65%, le COLEAP une contribution 69 528€ soit 9,65%. Le restant est constitué des apports en nature des autres parties prenantes. Le tableau ci-dessous résume le budget global avec les contributions respectives.

	STDF	Contribution COLEACP (FFM SPS)	Contribution IGPP	Contribution CCIMA	Contribution MINCOMMERCE	Total
Budget total du projet (EU)	494 876	69 528	101 516	45 956	8 970	720 846
Part des contributions en pourcentage	68,65%	9,65%	14,08%	6,38%	1,24%	100,00%

III. Méthodologie de l'étude

La méthodologie a poursuivi une démarche participative tout le long du processus en incluant les parties prenantes du projet et a tenu compte de leur degré de satisfaction et attentes envers les objectifs du Projet. Les différentes phases de l'évaluation se présente comme suit :

- Phase 1 : Préparation et cadrage de la mission ;
- Phase 2 : Mission terrain – collecte des données quantitatives et qualitatives ;
- Phase 3 : Exploitation et analyse des données ;
- Phase 4 : Restitution des conclusions et élaboration du rapport.

Phase 1 : : Préparation et cadrage de la mission

Réunion de démarrage

Une première rencontre avec les commanditaires a permis au consultant de PPI de présenter les objectifs de la mission, les résultats attendus, la méthodologie adoptée, les outils ainsi que le calendrier de travail. Cette option participative, qu'a préconisé PPI, se justifie essentiellement à deux niveaux :

d'une part, elle permet une bonne compréhension des objectifs de la mission, et d'autre part, elle signifie une prise de contact à même de susciter une relation de confiance entre les commanditaires et le consultant, condition impérieuse pour une bonne prise en charge des actions à entreprendre dans le futur. Cette séance de travail a permis également de discuter, d'échanger et d'évaluer de manière consensuelle les différents éléments du plan de travail, à savoir :

- Les objectifs visés ;
- Les résultats attendus ;
- La stratégie de mise en œuvre ;
- Les outils à concevoir ;
- Les personnes et des structures à rencontrer ;

Revue documentaire

La revue documentaire a permis de collecter et d'exploiter toute documentation pertinente liée aux objectifs de l'étude, notamment :

- Le document de projet
- Le document du diagnostic réalisé au moment de la conception du projet
- Les cadres logiques semestriels actualisés
- Les rapports narratifs et les suivis budgétaires semestriels
- La présentation des réunions du comité de pilotage
- Le guide de bonnes pratiques
- Les brochures sur les maladies
- Etc...

Ce travail a été déterminant pour la préparation des travaux de terrain. Les informations collectées ont été analysées afin de circonscrire les premières informations. Cette première étape a permis de susciter des questions et des hypothèses pour guider la collecte des informations sur le terrain. Suite à la revue documentaire, le consultant a élaboré un guide d'entretiens et une grille d'analyse et d'outils en vue de collecter les informations nécessaires à l'évaluation. Ce guide d'entretien semi structuré a été développé et a permis la collecte de données quantitatives et qualitatives en adéquation avec les objectifs de la mission.

Phase 2 : Mission terrain – collecte des données quantitatives et qualitatives ;

L'évaluation finale a été réalisée par la combinaison de collecte et d'analyse de : (i) données secondaires de nature administrative, rapports narratifs et financiers semestriels ; et (ii) données primaires issues des enquêtes qualitatives et quantitatives. La revue documentaire a permis de dégager une première appréciation de l'achèvement des indicateurs d'une part et d'autre part, d'identifier les lacunes d'information à pallier par une collecte de données primaires à travers des entretiens des parties prenantes et des bénéficiaires finaux. Les différents rapports semestriels et les comptes rendus des comités de pilotage, ont été étudiés pour analyser le niveau d'avancement des activités, les retards enregistrés à chaque étape et les ajustements opérés dans la mise en œuvre du projet.

Durant la mission, 20 personnes ont été rencontrées dans les zones de Penja, Njombe, Douala, Nkongsamba. L'identification des personnes a été faite en parfaite collaboration avec l'équipe de coordination du projet. Le choix a été fait pour toucher chaque catégorie d'acteurs impliqués dans le projet (pépiniéristes, producteurs, distributeurs, formateurs, ministères, contrôleurs ...) Ces discussions ont permis non seulement de donner un aperçu des divers éléments d'évaluation et de

fournir des données supplémentaires pour mesurer les réalisations atteintes et l'impact du projet sur les parties prenantes (les producteurs, les pépiniéristes, les distributeurs, les délégués de zone, les formateurs, l'équipe de coordination...) du projet mais aussi de mesurer la pertinence, l'efficacité et l'efficience du projet ainsi que sa durabilité.

Phase 3 : Exploitation et analyse des données ;

Les techniques d'analyse des données ont suivi les méthodes d'analyse quantitative et qualitative. Dans un premier temps, l'ensemble des données recueillies lors de la revue documentaire et des entretiens, ont été exploités avant d'être classées. Les retours de mission de terrain ont permis au consultant d'élaborer les premières analyses afin de dégager des tendances. Une analyse globale a été réalisée après toutes les rencontres prévues dans le cadre de la mission, ce qui permis de dégager les performances du projet, mais aussi de formuler des recommandations.

Phase 4 : Restitution des conclusions et élaboration du rapport

La restitution intermédiaire a consisté à une présentation des grandes tendances de l'évaluation aux différentes parties sur le terrain. Cette séance à caractère participatif a été l'occasion d'approfondir et d'affiner les éléments issus de la mission de terrain en tenant compte des points de vue des différents acteurs rencontrés. Les discussions de cette rencontre ont permis d'affiner les premières analyses et de reformuler les recommandations. L'objectif de cette étape est de synthétiser (en tenant compte des apports des phases précédentes) et de valoriser les travaux d'analyse et d'observations réalisées au cours de la mission afin de répondre sur la base des réalités du terrain aux attentes de la mission. L'ensemble des étapes du déroulement de la mission, au cours de celle-ci et des recommandations fortes qui en découlent ont été exposés dans le présent rapport.

IV. Constatations et analyse

L'évaluation du projet suit le schéma prédéterminé dans les termes référence ; il a donc été évalué par rapport aux critères prédéfinis : Pertinence, Efficacité, Efficience, Durabilité, Impact.

IV.1. La pertinence

La conception du projet est très pertinente et répond aux besoins des groupes cibles (pépiniéristes, producteurs, distributeurs). Les besoins sont par ailleurs bien définis et identifiés initialement par un diagnostic sur la base d'un diagnostic de départ réalisé par un consultant international en collaboration avec les parties prenantes. Ainsi, le projet, dans sa conception, a favorisé une approche participative avec l'implication effective des principales parties prenantes (en particulier le CCIMA, l'IGPP, le MINADER et le MINCOMMERCE, et le MEFPAI) à toutes les étapes (diagnostic des problèmes, définition des résultats, de la stratégie et des activités du projet). Ceci a permis de renforcer le niveau d'appropriation des partenaires.

Les objectifs sont pertinents et intégrés dans la politique camerounaise visant à augmenter ses exportations de poivre de Penja et diversifier ses exportations agricoles vers les marchés niches au niveau régional et international (Communauté européenne et notamment la France). Le cadre logique (CL) est clair et bien structuré et démontre comment les activités permettent d'atteindre les résultats. Les IOV définis sont de bonne qualité et ils répondent aux critères SMART.

Le choix de la zone de Penja est justifié au regard de sa position géographique, des conditions climatiques et de son édification en Indication Géographique Protégée (IGP). Il en est de même du choix de COLEACP pour la mise en œuvre du projet en raison de son expérience de la filière horticole

camerounaise et des problématiques SPS. En effet, le COLEACP met en œuvre depuis plus de 20 ans des programmes d'assistance technique en pays ACP avec notamment comme objectif l'amélioration de l'accès au marché via la mise en conformité du secteur avec les exigences SPS.

Les différents axes d'intervention se renforcent pour l'atteinte des objectifs considérés comme importants par les parties prenantes rencontrées. Les résultats attendus correspondent à des attentes très fortes des acteurs pour disposer d'un produit de qualité.

Dans la stratégie de mise en œuvre, le projet s'est appuyé sur les acteurs locaux, une coordonnatrice nationale avec une forte expérience dans ce domaine, l'IGPP à travers son personnel, pour exécuter directement toutes les tâches de formation et d'encadrement des jeunes. Il s'agit donc de renforcer les acteurs locaux et de leur donner tous les outils nécessaires afin qu'ils puissent accompagner convenablement les bénéficiaires du projet, sous la supervision du COLEACP. Une telle approche est à saluer car, en plus du transfert de compétence, elle est de nature à renforcer les perspectives de durabilité d'une telle action. En effet, la capitalisation sur tous les outils développés va favoriser une montée en puissance des acteurs, à travers une bonne maîtrise des bonnes pratiques des techniques de production du poivre sur toute la chaîne de valeur.

Les ressources financières sont centralisées au niveau de COLEACP qui gère l'essentiel du budget, valide toutes les dépenses et produit des reporting périodiques. Son expérience dans la gestion de permet d'assurer un bon suivi budgétaire et le respect des différents budgétaires.

L'ensemble des parties prenantes font preuve d'un engagement très acceptable. Le niveau d'engagement de l'IGPP est très satisfaisant. Les responsables de l'IGPP sont très impliqués dans la mise œuvre et participent effectivement à toutes les réunions et activités du projet. Ses membres ont de grandes attentes par rapport au présent projet surtout dans le contexte actuel marquée par une forte pression pour l'emploi des jeunes. C'est ce qui explique aussi l'intérêt et l'engagement des ministères et de la chambre de commerce qui ont accueilli très favorablement le projet.

IV.2. La cohérence

Au niveau organisationnel, les différentes observations et opinions montrent à ce niveau que la stratégie d'intervention et de pilotage du projet reposent sur un ensemble de partenaires qui privilégie la création des conditions de mise en œuvre des activités de façon efficace et efficiente. Le schéma organisationnel mis en place pour le pilotage et l'exécution du projet est bien adapté au contexte local du Projet. Les rôles et responsabilités de chaque acteur sont bien définis. Nous n'avons pas constaté de chevauchement des responsabilités dans la mise en œuvre du projet.

Au niveau politique, la forte collaboration avec les ministères du commerce et du MINADER est une démarche innovante du projet dont le renforcement des capacités des délégués régionaux permet de les rendre forts et capable d'apporter des avancées à travers des actions de plaidoyer. Il peut tout à fait servir de cadre de référence pour concevoir d'autres projets d'envergure dans ce domaine. C'est d'ailleurs l'une des attentes fortes du MINADER.

Les produits et résultats sont cohérents et les activités telles que définies correspondent à des besoins précis bien identifiés et sont de nature à apporter une contribution significative à la problématique traitée. Le cadre logique est très clair et des indicateurs très précis ont été définis pour l'ensemble des activités prévues. Pour chaque indicateur les valeurs actuelles, les valeurs de référence et les valeurs cibles sont fournis. Ceci témoigne d'un travail important effectué à la base pour un suivi correct de la mise en œuvre et une évaluation concrète de l'apport du projet. Les sources de vérification sont également fournies. Le suivi se fait à plusieurs niveaux avec l'implication de toute l'équipe, la Directrice

de projet assure en même temps le contrôle qualité. Le projet a souhaité dès le début mettre en place un dispositif de suivi-évaluation et un cadre général, partagé avec les parties prenantes.

Par ailleurs, nous avons notés beaucoup de synergie entre le projet STDF/PG/593 et d'autres projets dans la zone, notamment les principaux projets actifs dans la filière poivre de Penja :

- Le projet UKTP-Cameroun (Programme de partenariat commercial avec le Royaume-Uni) qui a pour objectif de contribuer à l'augmentation des flux d'exportation du Cameroun vers le Royaume-Uni et l'Union européenne, permettant ainsi la création d'emplois de qualité sur le long-terme,
- Le projet PAMPIG2 (Projet d'appui à la mise en place des indications géographiques dans des Etats africains), qui a conclu avec le GR. IGPP un contrat de performance, ayant pour objectif global la défense et le développement économique du produit enregistré (ici le poivre de Penja). Plus spécifiquement, le projet prévoit le renforcement de l'autonomie technique et financière du GR-IGPP et du Centre d'Agréage et de Conditionnement (CAC) de Penja d'une part et d'autre part, le développement économique de la filière Indication Géographique poivre de Penja et en particulier l'intégration dans cette filière d'un nombre croissant de petits producteurs.
- Le programme FFM-SPS (Renforcement des systèmes sanitaires et phytosanitaires du secteur horticole ACP (FFM SPS) dont l'objectif spécifique est de permettre aux petits exploitants, aux groupements et organisations d'agriculteurs et aux MPME d'accéder aux marchés horticoles nationaux et internationaux en se conformant aux questions SPS et aux exigences du marché, dans un cadre durable.
- Le PEA-Jeunes vise à soutenir le développement d'entreprises rentables gérées par les jeunes hommes et femmes, dans les filières agro pastorales porteuses, pour contribuer au développement d'une agriculture performante, lutter contre la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire. De façon spécifique, il s'agira de fournir des appuis financiers et non financiers adéquats pour la création et la gestion d'entreprises agro-pastorales performantes par les jeunes et de promouvoir le développement d'un cadre politique, organisationnel et institutionnel favorable à la création et au développement des entreprises agropastorales de jeunes. Dans le cadre de cette collaboration, des bénéficiaires de PEA-Jeunes intervenant dans la filière poivre ont pu bénéficier dans le cadre du projet STDF de la formation sur les bonnes pratiques.

IV.3. L'efficacité

Les progrès notés dans l'atteinte des objectifs du projets sont globalement satisfaisants. La quasi globalité des résultats ont été atteints, certains même dépassés. L'atteinte des résultats s'explique par un fort engagement des parties prenantes. Les outils produits dans le cadre du projet sont de bonne qualité grâce à un travail de conception participative et une validation de l'équipe de coordination de Bruxelles qui assure un contrôle qualité sur les différents livrables.

Volet 1 (*Meilleure compréhension des risques sanitaires et phytosanitaires, des bonnes pratiques et des exigences d'accès aux marchés*). Même si le volet 1 a pris plus de temps que prévu, il a été entièrement réalisé. Ce délai plus long que prévu s'explique du fait que la suite des activités dépendait de la finalisation de ce volet. Ainsi, un guide des bonnes pratiques SPS (français et anglais), 5 brochures didactiques (FR et EN) et 9 fiches maladies/ravageurs du poivre (FR et EN) ont été produits. La production de ces différents outils est très appréciée par l'ensemble des acteurs de la chaîne. Nous avons noté une appropriation des outils développés par les différents acteurs rencontrés. Ces derniers

considèrent les outils développés comme un moyen pour d'une part mettre à jour les formations reçues et d'autres pour pérenniser les formations auprès des nouveaux membres. Enfin les différents acteurs ont apprécié le suivi coaching mis en place pour leur permettre d'assimiler le contenu des outils. La rédaction du guide des bonnes pratiques qui est un important livrable de ce volet a été conçu de manière participative. Pour la rédaction du guide, deux experts camerounais et un expert européen ont été contractualisés et ont travaillé avec l'IGPP qui a mis à disposition un de ses acteurs pour conseiller/répondre aux questions techniques éventuelles des experts. Le guide a été validé par les différents acteurs à travers un atelier ce qui a permis de renforcer son appropriation par les parties prenantes.

Volet 2 (Renforcement de la capacité des parties prenantes du poivre de Penja au Cameroun à améliorer la qualité et la sécurité du poivre de Penja). Dans ce volet la quasi-totalité des résultats ont été atteints. Le recensement des membres de l'IGPP (producteurs, pépiniéristes transporteurs et distributeurs) n'est pas encore finalisé au moment de l'évaluation. A ce jour, le nombre d'acteurs est de 273 acteurs géolocalisés, 170 acteurs recensés (non géolocalisés encore), et également 83 acteurs identifiés mais non géolocalisés, contre 132 acteurs recensés et géolocalisés, et 182 acteurs identifiés. L'activité formation a permis d'avoir une base d'experts formateurs disponible et un transfert de compétences pour assurer la pérennité de l'action à la fin du projet. Le processus de sélection des formateurs basée sur un appel à candidature, présélection sur la base des CV et un entretien pour tester la motivation, permet d'avoir des formateurs d'un niveau satisfaisant. Un entretien avec sept (07) sur un effective de quinze (15) formateurs durant l'évaluation a permis de noter une bonne appropriation des connaissances sur les bonnes pratiques. Les formateurs ont été impliqués sur toute la phase des formations : préparation, animation et évaluation, ce qui leur permet de s'approprier des outils et du contenu des formations. Enfin les différents acteurs (producteurs, pépiniéristes transporteurs et distributeurs) de la chaîne de valeur montrent un bon niveau de maîtrise des Bonnes Pratiques de production, de distribution et de conditionnement. Le tableau ci-dessous permet d'évaluer le niveau d'atteinte du nombre de personnes formées par acteurs.

Activité	PROJET			TOTAL				OBJECTIFS		
	Public-cible	Nb sessions	Nb participants	Nb de sessions	Nb participants	H	F	Objectifs sessions	Objectifs participants	Objectifs genre (F)
2.3 - Formation des producteurs des pépiniéristes	pépiniéristes	2	24	1	25	19	6	50%	104%	24%
2.4 - Formation des producteurs et des agro-commerçants sur l'utilisation des intrants et pesticides	producteurs	18	200	6	155	134	21	117%	173%	16%
	resp. transformation (post-récolte)			2	41	32	9			
	applicateurs de produits phyto.			7	149	123	26			
	agro-commerçants (sensibilisation)	40	5	51	38	13				
agro-commerçants (formation)	1		13	6	7					
2.5 - Formation des distributeurs, des employés des Stations de traitement, du Centre d'agrégation et de conditionnement du poivre	distributeurs (sensibilisations individ.)	5	100	3	158	46	112	100%	195%	62%
	distributeurs (supermarchés)			8						
	distributeurs (atelier)			2	29	21	8			
	resp. conditionnement	1	20	3	66	51	15			
2.6 Organisation de deux sessions de formation des acteurs du commerce extérieur	contrôleurs/ auditeurs internes / inspecteurs phyto	2	40	1	27	19	8	50%	68%	30%
TOTAL		28	424	31	722	489	225	111%	170%	31%

L'analyse des résultats issus de l'activité sur la formation des formateurs a été bouclée. Au total 31 sessions formation ont été organisés sur un objectif de 28, soit un taux de réalisations de 111% et dont

deux formateurs de l'IGPP. Le nombre de participants se chiffre à 722 sur un objectif de 424, soit un taux de réalisation de 170%. L'aspect genre a été bien pris en compte dans la cadre du projet avec 225 femmes formées soit un taux de 31%.

Volet 3 (*Amélioration de la capacité des installations à fournir un environnement approprié pour le développement, la mise en œuvre de bonnes pratiques de réception, de fabrication et d'entreposage*) : dans ce volet, le matériel de contrôle qualité et d'inspection du poivre (mesures des indicateurs d'humidité et de toxicité, analyse du sol et des pesticides...) a été acquis. Le site devant abriter l'aire de séchage est en cours de réalisation par contre la contribution du ministre du commerce pour doter l'IGPP d'une serre n'est pas encore effective. Pour cette dernière dépense, l'équipe de l'IGPP a fourni toute la documentation administrative nécessaire au ministère du commerce.

Volet 4 (*Plate-forme d'échange de connaissances pour les groupes de parties prenantes du projet et sensibilisation au-delà des interventions directes de projet*) : dans ce volet, nous avons noté que beaucoup de sensibilisations ont été effectués via le relais des délégués de zones. Les activités de visibilité à travers des affiches et des brochures sur les bonnes pratiques ont été menées. L'existence d'un montage d'un publiportage pour diffusion sur les médias télévisés et un documentaire d'une quinzaine de minutes sur les bonnes pratiques aussi a été produite.

De manière spécifique, le programme STDF/PG/593 a fait l'objet des actions de sensibilisation et de communication suivantes :

Identité et papeterie :

Intégration du Logo STDF dans l'ensemble des supports de formation, d'information et de communication du COLEACP, édités sur la période (papeterie et digital). A noter que, (i) suite au changement de logotype du STDF, les nouveaux supports papiers ainsi que l'ensemble des outils digitaux et plateformes web du COLEACP ont été adaptés ; (ii) suite à la crise de la COVID-19, l'unité de gestion du programme a continué de digitaliser son offre de formation, notamment par la réalisation de capsules vidéo de présentation des parcours de formation ainsi que de vidéos de formation à proprement parler.

Communication et promotion digitale :

Fiches pré et post missions pour chaque déplacement de l'Unité d'implémentation des programmes au Cameroun – logo du STDF et présentation du programme STDF Cameroun

La conception de l'animation vidéo spécifique pour le programme STDF Cameroun est hébergée sur une page de présentation du programme au sein du site web COLEACP :

<https://www.coleacp.org/fr/programmes-en-cours/stdf-cameroon/>

Réseaux sociaux :

Sur la période, le COLEACP a publié des posts spécifiques au programme STDF-Cameroun : Facebook = 3 ; Instagram = 2 ; LinkedIn = 3 et Twitter = 2. Le COLEACP utilise également très régulièrement le logo du STDF pour des publications ainsi que l'hashtag #STDF lors de ses publications (# = 52 fois). Sur la période l'utilisation du # a été répartie de la manière suivante : Facebook = 23 ; Twitter = 19 ; LinkedIn = 18 ; Instagram = 2.

Evénements et relations presses :

L'atelier de lancement du projet STDF/PG/593, également appelé STDF Cameroun s'est tenu le jeudi 24 octobre 2019 au siège de la CCIMA (Chambre de Commerce, des Industries, des Mines et de l'Artisanat). 62 personnes ont participé à l'évènement : ces participants venaient tout autant des instances publiques que du secteur privé, toutes parties prenantes de la filière poivre. Cet évènement a été couvert par la presse locale (écrite et TV).

Lors des réunions de sensibilisation, la presse écrite et la radio locale ont été contactés et ils ont couverts ces réunions.

IV.4. L'efficience

Les mécanismes de mise en œuvre sont propices à l'atteinte des résultats attendus du projet et basés sur une parfaite collaboration avec les différentes parties prenantes. La répartition des tâches et des responsabilités entre les différents acteurs sont claires et bien définies ce qui démontre une complémentarité dans la réalisation des activités.

Toutes les ressources ont été fournies à temps par les parties prenantes, à l'exception de l'acquisition de la serre pour des raisons de procédures administratives. Toutefois, il faut noter que le retard lié à l'acquisition de la serre n'a pas empêché une continuité des activités. Les coûts prévus pour les moyens ont été respectés ; il y a un suivi régulier des dépenses budgétaires, assuré par COLEACP. Les ressources sont gérées de façon transparente et responsable et des rapports financiers semestriels sont produits et diffusés au Comité de Pilotage (COFIL) et au bailleur (STDF). Les activités prévues sont exécutées de façon correcte et adéquate : le CL est utilisé et mis à jour pour la mise en œuvre. Le calendrier de travail est utilisé et actualisé régulièrement. Le retard sur le calendrier initial (volet 1 ayant pris plus de temps que prévu) a été pris en compte par la gestion du projet et intégré dans les mises à jour du calendrier. Le suivi régulier des activités est assuré, à travers un bon degré de rapports de suivi qui a permis d'adopter des mesures correctives quand c'est nécessaire. Le Comité de Pilotage permet aux partenaires de participer à la mise en œuvre du projet et la régularité de ses réunions est adéquate pour permettre une implémentation efficiente et participative. Les partenaires respectent leurs engagements et participent à la gestion du projet.

L'organisation opérationnelle du projet est constituée d'une équipe locale de coordination du projet, composée du relais de l'IGPP, du relais de la CCIMA et de la coordinatrice nationale du projet. La supervision quotidienne de l'équipe de COLEACP assure une bonne gestion du projet et un suivi rigoureux aussi bien pour les dépenses que pour la planification et la réalisation des activités. Un chronogramme d'activité est élaboré et sert de feuille de route et fait l'objet d'une révision régulière. Pour chaque activité, des budgets prévisionnels sont élaborés et validés.

L'équipe projet est dirigée par une Directrice de projet, qui rend compte au Comité de pilotage des avancements ou difficultés, et fournit les éléments de suivi de gestion à destination de la STDF. Le COLEACP en tant que structure de mise en œuvre assure la coordination globale des activités et les relations de partenariat nécessaire dans le cadre du projet.

L'IGPP apporte sa contribution en nature, à travers ses équipes dans la mise en œuvre des formations et du dispositif d'accompagnement, plus précisément sur l'identification des producteurs, la sensibilisation aux bonnes pratiques (utilisation des intrants de qualité, des bons pesticides, bonne utilisation des EPI...). Les contrôleurs-conseillers de l'IGPP accompagnent les producteurs dans le respect du cahier de charges et produisent un rapport administratif et technique à chaque visite.

Les responsables de l'IGPP rencontrés sur le terrain parlent d'une bonne entente entre les différents acteurs et structures impliqués dans l'action, ce qui facilite la mise en œuvre du projet.

Les ressources financières sont suffisantes et correspondent aux besoins de l'intervention. Le Projet a un budget total de 720 846 € dont 494 876 € de contribution de STDF soit 68,65% du budget total. Les 9,65% constituent la contribution du COLEACP et les 21,7% sont des contributions en nature des autres parties prenantes (CCIMA, IGPP et Ministère du commerce).

Le taux de consommation sur la contribution STDF est de 57% à la fin du semestre 5 alors que la durée opérationnelle est à 83%. Ce faible niveau de consommation s'explique pour deux raisons principales, (i) le volet 1 représentant 10% a plus de temps que prévu pour finaliser les différents outils de renforcement des capacités, (ii) les procédures de gestion entraînant un décalage entre l'engagement des dépenses et leur paiement effectif. A la date de l'évaluation, des dépenses à hauteur de 70% ont été déjà approuvées mais les paiements vont intervenir plusieurs semaines après.

Des dépassements budgétaires ont été notés sur quelques lignes mais n'ont pas affecté le budget global du projet. Par exemple la finalisation du volet 1 a entraîné un dépassement budgétaire de l'ordre de 14% de même que le volet 3 qui risque d'entraîner un dépassement budgétaire selon le devis estimatif pour la construction de l'aire de séchage. Ainsi, pour pallier à ce dépassement, le COLEACP, via son programme FFM SPS, a pris en charge une partie des frais d'expertise et l'impression du guide a été faite sous le résultat 4.2 concernant l'impression et la diffusion des outils de communications sur le projet et sur les bonnes pratiques. Toutefois, ces ajustements ont toujours fait l'objet de proposition et de validation avec le STDF.

IV.5. La durabilité

Les perspectives de durabilité sont très rassurantes au regard des compétences acquises et de la documentation produite durant la mise en œuvre du projet. La stratégie adoptée pour la formation des formateurs locaux permet d'assurer un transfert des compétences au niveau local permet de doter l'IGPP de compétences techniques, d'outils et ressources qui serviront dans le temps pour la poursuite des activités. Les outils nécessaires pour la diffusion des bonnes pratiques (guide, brochures, fiches et vidéos) ont été développés de manière participative dans le cadre du projet. Ces différents outils permettront de garantir la formation continue au niveau des différents acteurs.

Les conseillers contrôleurs (personnel de l'IGPP) accompagnent les différents acteurs et les conseillent, pour le respect des cahiers de charges sur les bonnes pratiques.

Le ministère de l'agriculture à travers les inspecteurs phytosanitaires de l'aéroport et du port, les chefs de postes agricoles et les délégués d'arrondissement de Penja et de Njombé qui sont formés vont assurer le contrôle du respect des conditions sanitaires et phytosanitaires. La reconnaissance du poivre de Penja par l'OAPI et par l'Union Européenne lui assure une dimension internationale.

IV.6. L'impact

A cette étape, il est encore prématuré de se prononcer sur l'impact du projet. L'équipe de coordination est en train de mener une enquête dans les cinq bassins pour avoir des retours sur l'impact des formations sur les pratiques des personnes formées.

Cependant, nous avons constaté au niveau des parties prenantes quelques effets directs du projet comme les utilisateurs des pesticides qui ont noté une amélioration de leur santé. L'utilisation des pesticides homologués et l'application des bonnes pratiques (respect des normes de dosage, l'utilisation des masques de protection...) a fortement contribué à faire face aux risques de maladies identifiées au départ chez les producteurs. La mission a noté un changement de comportement au niveau des différents acteurs qui sont conscients de l'intérêt d'appliquer les bonnes pratiques.

Nous avons aussi constaté une augmentation des emplois au niveau de certains producteurs. Cette augmentation a même poussé certains à adopter une spécialisation des employés à chaque étape de la production.

IV.7 Les questions transversales

L'intégration de l'approche genre est globalement assez faible dans le projet. Le document de projet ne fait aucune mention du rôle particulier des femmes et de sa prise en compte par les activités du projet. Ceci s'explique d'une part du fait que l'aspect genre n'était pas un facteur central lors de la conception du projet et la définition des objectifs et d'autre, par le fait que le projet STDF/PG/593 est principalement un projet d'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja au Cameroun pour faciliter l'accès aux marchés internationaux, au sein duquel l'approche genre n'est pas un objectif premier. Cependant, dans les indicateurs de résultat, nous avons noté que 20% de femmes sont présentes dans la chaîne de valeur et que le taux de participation des femmes était de 31% lors des formations.

IV.8. La gestion des risques,

Un dispositif de gestion de risques et des mesures d'atténuation ont été bien pris en compte dans le document de projet. Le risque covid 19 intervenu dans la mise en œuvre du projet n'a pas eu d'impact sur la continuité des activités. L'équipe de coordination est composée de personnes et d'experts locaux ce qui a permis de poursuivre les activités terrain en mettant des mesures barrières édictées par les autorités camerounaises, notamment, le rappel des gestes barrières en début de chaque activité sur site, la fourniture des masques et du gel hydroalcoolique lors d'activités et une limitation maximale de participants lors d'évènements fixée à 50 personnes.

L'équipe de coordination en collaboration avec l'équipe de Bruxelles continuent de suivre l'évolution de la maladie et prennent des dispositions d'adaptation au besoin pour la poursuite des activités.

L'autre risque est lié à l'insécurité notée au niveau de la zone anglophone. Les bénéficiaires habitant ces zones étaient obligés de se déplacer dans la zone de Penja pour suivre les activités de formations. Cela a un coût supplémentaire (par rapport aux formations en zone francophone) mais n'a pas un grand impact par rapport au budget total du projet.

V. Conclusions et recommandations

V.1. Conclusion

L'exécution du projet STDF/PG/593 a permis d'apporter une réponse à la demande des acteurs de la filière poivre de Penja dans les 5 sous-bassins. La forte implication des services techniques de l'Etat et l'utilisation de la main d'œuvre locale a permis de maximiser le budget en réalisant l'ensemble d'activités planifiées. La démarche adoptée pour la mise en œuvre du projet est basée sur une approche participative avec une collaboration accrue avec les bénéficiaires et les partenaires de mise en œuvre (CCIMA, MINADER, MINCOMMERCE, IGPP, COLEACP et services techniques de l'Etat). La collaboration est basée sur un partenariat responsable qui a conduit à l'atteinte des résultats significatifs dans le délai.

Le projet est pertinent et la mise en œuvre des activités jusqu'à présent a été efficace, à l'exception des retards liés à l'installation de la serre.

Les acquis du projet sur les bonnes pratiques permettent de contribuer à la stratégie 2020-2024 du STDF à savoir renforcer les capacités SPS accrues et durables dans les pays en développement.

V.2. Recommandations

Globalement les activités planifiées ont été mises en œuvre pour l'atteinte des résultats attendus. Toutefois, le consultant en charge de l'évaluation formule certaines recommandations d'une part pour la consolidation des acquis et d'autres part, pour des éléments en prendre en compte dans la conception de futurs projets.

Pour la durabilité des acquis du projet : un ensemble d'outils de bonne qualité ont été produits et partagés avec l'ensemble des acteurs. Toutefois, un certain nombre d'actions est nécessaire pour consolider les acquis :

- Un accompagnement ponctuel des acteurs par l'IGPP, et les services techniques déconcentrés de l'Etat s'avère nécessaire pour une maîtrise progressive et un respect d'application de ces outils et des bonnes pratiques.
- Assurer le maintien du recyclage des formations et inciter les formateurs à démultiplier, mettre en place des mesures de retrait d'agrément (absence de formation sur une période de deux. Cette action permet d'assurer la relève et de faire face au turnover du personnel.
- Renforcer les actions de Plaidoiries au niveau du ministère de commerce pour le contrôle à l'entrée sur le poivre importé pour protéger le poivre de Penja
- Renforcer le contrôle sur les bonnes pratiques et le respect des cahiers des charges à travers les contrôleurs-conseillers de l'IGP et les agents de l'état formés pour éviter certains effets désagréables
- Renforcer la sensibilisation et la communication sur le poivre de Penja pour assurer une meilleure promotion. Les événements de clôture prochains constituent une occasion pour inviter tous les acteurs autour du poivre et de communiquer sur les réalisations du projet. L'IGP peut profiter des foires nationales et internationales pour faire participer ses membres et faire la promotion du poivre de Penja.
- Les inspecteurs et contrôleurs phytosanitaires ont été formés sur l'exécution des contrôles officiels notamment être capables de remplir correctement un certificat phytosanitaire, de réaliser l'échantillonnage d'un lot à inspecter et de gérer les non-conformités
- Accélérer la mise en place de la coopérative au niveau de l'IGP pour faciliter les ventes groupées du poivre de Penja au niveau national et international et les achats groupés des intrants et autres outils à fin d'autonomiser l'IGP
- Finaliser le modèle économique de l'IGP en cours pour se préparer au retrait ou l'absence des bailleurs.
- Enfin, la poursuite des activités du projet sur une période d'au moins deux (2) ans afin de consolider les acquis au niveau des bénéficiaires notamment d'une part, et d'assurer la pérennisation des réalisations d'autre part est souhaitable.

Sur la conception :

- Le projet aurait pu prévoir dans le budget un financement pour appuyer les petits producteurs à acquérir le petit matériel et les intrants. Ce financement pouvait se faire une partie sous forme de subvention avec un apport du bénéficiaire.
- Les aspects environnementaux (gestion des déchets) devraient être pris en compte du fait des nombreux déchets générés par l'activité de rouissage
- Prévoir un aspect sur la sécurité sociale compte tenu de la sensibilité du produit sur la santé des acteurs
- Formation sur la gestion d'entreprise : calcul du coût de production, compte d'exploitation prévisionnel, états financiers. Dans ce cadre, nous avons constaté que certains producteurs ne connaissent pas leurs coûts de production et par conséquent, des différences sur les prix de vente des produits. Certains estiment qu'il y'a un seuil en deçà duquel la vente du produit entraîne une perte pour le producteur.

- Formation sur l'éducation financière : Budget, séparation du compte de l'activité et compte personnel, importance de l'épargne, connaissance des services financiers, gestion de la dette. Cette formation est nécessaire pour permettre aux différents acteurs qui sont des entrepreneurs d'opérer un changement de comportement dans la manière de gérer leurs finances. Beaucoup n'arrivent pas à faire la distinction entre l'argent de l'entreprise et leur propre argent.
- Formation et accompagnement des acteurs sur les activités de négoce et de recherches de partenaires commerciaux. A ce niveau nous avons constaté que la plupart des producteurs n'arrivent à vendre à des prix permettant de couvrir leurs coûts de production et sont obligés de brader leurs produits après la récolte à des revendeurs
- Une partie des réalisations du projet sont d'une grande importance et peuvent, sous certaines conditions, peuvent servir de modèles répliquables par les autorités et même par d'autres bailleurs de fonds
- Sur la mise œuvre du projet, nous avons constaté que le choix des formateurs se faisant sur la base d'un appel à candidature sur la plateforme du COLEACP, suivi d'une première présélection sur la base des CV et de l'expérience. Cependant mettre un critère sur les compétences en agronomie / agroalimentaire pouvait constituer un avantage dans les aspects pratiques de la formation. Sur les 15 formateurs, seuls les 8 disposent de compétences en agronomie et/ou en agroalimentaire.

VI. Annexes

VI.1. Annexe 1 : liste des personnes rencontrées

Prénoms et NOM	Fonction
Blondelle GHOMFO	Coordinatrice du projet
Pierre KOFFO	Directeur adjoint des études CCIMA
Borel ATONFACK	Secrétaire exécutif IGPP
Mbissim	Président des distributeurs
METOMO ELOGO René Claude	Président du Groupement de l'Indication Géographique du Poivre de Penja
Jean Marie SOP	Secrétaire Général IGPP
Azah NELLY	Conseillère – contrôleur IGPP
Roland NEAKOH	Formateur
Kollo SERAFIN	Représentant Ministère du Commerce
Roméo MBITCHA	Délégué de zone
Dikonne EBONGUE	Délégué de Zone
Samuel KWAYEP	Délégué de Zone
Hubert TCHUIGOUA	Producteur / Pépiniériste
	Délégué Njombe /Penja
Nana FOCA	Conseiller – Contrôleur IGP
Foller CHARLES	Producteur
Wawa TAKAGOUM	Distributeur
NSASO BILLE	Producteur
NKOUASSEU Florent	Formateur de Formateurs

VI.2. Annexe 2 : Guide d'entretien

Questions préparation mission évaluation

1. L'intervention constitue-t-elle une réponse adéquate aux besoins et droits actuels des groupes cibles / bénéficiaires finaux ?
2. Toutes les parties prenantes clés démontrent-elles un engagement effectif envers les objectifs de l'intervention (c'est-à-dire l'appropriation) ?
3. Dans quelle mesure l'intervention, telle qu'elle est actuellement conçue et mise en œuvre, tient-elle compte des expériences passées dans le secteur, des bonnes pratiques et des enseignements tirés des interventions précédentes ?
4. Quelle est la qualité actuelle de la logique d'intervention ? Les extrants et résultats prévus sont-ils cohérents et réalisables, et les hypothèses et risques clés ont-ils été clairement identifiés ?
5. La logique horizontale de la matrice du cadre logique (LFM) est-elle adéquate ? C'est à dire. Choix des indicateurs, disponibilité des données, données de référence, valeurs cibles et ventilation pertinente.
6. L'intervention dispose-t-elle d'un système de suivi interne adéquat ?
7. Y a-t-il des leçons apprises et des bonnes pratiques qu'il serait utile de partager au-delà du contexte d'intervention ?
8. Les mécanismes de mise en œuvre s'avèrent-ils appropriés pour atteindre les extrants prévus et contribuer aux résultats ?
9. Les intrants / ressources fournis par les différentes parties prenantes sont-ils (encore) adéquats pour atteindre les résultats prévus ?
10. L'intervention a-t-elle connu des retards et la planification a-t-elle été révisée en conséquence ?
11. Les dépenses sont-elles conformes au budget ?
12. Dans quelle mesure les résultats sont-ils inclusifs, c'est-à-dire garantissant une répartition équitable des effets entre les différents groupes de la population ?
13. L'intervention influence-t-elle efficacement la politique et les actions pertinentes du partenaire ?
14. L'intervention a-t-elle des effets positifs ou négatifs involontaires ? Les effets négatifs ont-ils été pris en compte pour une éventuelle atténuation (des risques) ?
15. Les principales parties prenantes acquièrent-elles les capacités nécessaires (y compris

institutionnelles, humaines et financières) pour assurer le flux continu des avantages / services ?

16. L'accès aux avantages générés par l'intervention est-il abordable pour les groupes cibles à long terme ?
17. Le secteur privé a-t-il été suffisamment impliqué en vue de contribuer à la durabilité de l'intervention ?
18. L'intervention proposée accroît-elle la résilience aux chocs et à la pression (en s'attaquant aux dimensions spécifiques de la fragilité et à leurs causes profondes) ?
19. Quelle est la contribution de cette intervention à la réalisation des résultats en matière d'égalité des sexes et de droits humains ?
20. Dans quelle mesure l'intervention respecte-t-elle les principes de travail de l'approche fondée sur les droits ?
21. Comment l'intervention traite-t-elle des contraintes et opportunités environnementales ?
22. Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle aux engagements de l'UE en matière de changement climatique ?
23. Les projets développés par les entrepreneurs ont-ils un impact social et ou environnemental positif ? Notre méthode de sélections des projets comprend-elle des critères en ce sens ?
24. Les formations délivrées visent-elle à intégrer les aspects sociaux et environnementaux dès la création des projets ?
25. De quelle manière pourrions-nous renforcer la prise en compte de critères environnementaux et sociaux au sein des projets développés dans notre accompagnement ?
26. De quelle manière avons-nous répondu à la crise du COVID ? Avons-nous été en capacité d'innover pour maintenir les activités ?
27. Comment le COVID a impacté les idées de projet des entrepreneurs ? Peut-on faire un lien entre COVID et plus de projets à impact social et environnemental positif ?
28. A-t-on adapté notre accompagnement pour refléter les conséquences du COVID sur les méthodes de travail (croissance du numérique) ?
29. A-t-on adapté notre accompagnement pour refléter les conséquences du COVID sur les liens sociaux ?
30. Les thématiques secteur étant l'agroalimentaire et les énergies renouvelables comment les preuves scientifiques de l'accélération du changement climatiques sont-elles prises en compte par les entrepreneurs dans le développement de leurs projets et entreprises ?
31. L'Afrique de l'Ouest est particulièrement touchée par les effets du changement climatique

comme la désertification, la montée des eaux, les inondations ou encore la sécheresse – ces réalités de terrain font-elles partie intégrante de notre méthodologie d’accompagnement (visites terrain, sensibilisation, etc.) ? Si non, comment pourrions-nous l’intégrer pour que les entrepreneurs intègrent ces aspects fondamentaux dans le développement de leur projet / entreprise ?

32. Quelles sont vos attentes autour de la mise en place d’une plateforme de mise en relation investisseurs/bénéficiaires ?

33. Comment envisagez-vous la durabilité/ pérennité de cette plateforme ?